

APRÈS L'ATTAQUE CONTRE LE SITE GAZIER DE KRECHBA

Bras de fer discret entre Sonatrach et BP

Certaines entreprises pétrolières étrangères tentent actuellement de mettre à profit la situation qui prévaut dans le Sud pour faire pression sur l'Algérie. Depuis l'attaque menée contre le site gazier de In Salah, British Petroleum «manœuvre» dans ce sens dans l'objectif évident d'en arracher plus à moindre prix, a-t-on appris de bonne source.

Abla Chérif (Le Soir) - La pression ne s'effectue pas de manière officielle comme on pourrait l'entendre. Selon les informations en notre possession, il se trouve, cependant, que depuis vendredi et au lendemain donc de l'attentat avorté d'In Salah, BP s'arrange pour faire parvenir à bon entendeur ses réticences et des tergiversations autour de ces activités en raison de la situation sécuritaire prévalant dans la région. Il s'agissait en fait d'une sorte de «chantage» davantage destiné à l'obtention d'acquis supplémentaires (des permis d'explo-

tation, entre autres) à des coûts moindres, affirment les mêmes sources qui indiquent également que BP a été destinataire d'une fin de non-recevoir. Des discussions ont été entamées avec les Algériens sur la question et il en est ressorti une décision de BP de poursuivre ses activités selon les objectifs tracés et les conditions préalablement prises par les deux parties. Bizarrement, une dépêche de Reuters a annoncé hier que l'entreprise avait cessé ses activités. L'agence a même indiqué que le P-dg de la Sonatrach s'était déplacé samedi sur les lieux et



Photo : DR

Après l'attaque de Tigentourine le dispositif sécuritaire a été revu.

remonté le moral de l'équipe de BP «qui a fermé son usine pour raison de sécurité». Cette information n'a, à aucun moment, été évoquée par British Petroleum qui a

pourtant mis en ligne sur son site un communiqué relatant l'attaque perpétrée. L'entreprise s'est contentée de raconter ce qui s'était passé et aucune incidence concrète ne s'est manifestée sur le terrain, contrairement à ce qui s'était produit en 2013 suite à l'attaque perpétrée contre le site de Tigentourine. Les employés de BP avaient alors carrément plié bagage et l'usine avait été fermée. Manipulation ? Manœuvres destinées à faire pression sur l'Algérie en raison de la situation particulière que connaît le Sud ?

Quoi qu'il en soit, il faut savoir que l'opération de recherches déclenchée peu de temps après les tirs d'obus a permis d'abatte

quatre terroristes près de Krecheba, non loin du site gazier en question. Au cours de cette même opération, trois autres individus armés ont été arrêtés par les éléments de l'ANP. Un communiqué du MDN avait d'ailleurs mis l'accent sur la rapidité de la réaction du «détachement de l'armée en charge de la protection du site, ce qui a permis de mettre en échec la tentative, de même qu'il a été procédé immédiatement au bouclage de la zone et une opération de recherches et de fouilles a été déclenchée avec les moyens appropriés, dont des hélicoptères».

Sonatrach avait, elle aussi, réagi en publiant un communiqué pour informer que le «dispositif d'alerte mis en place avait parfaitement fonctionné et permis de mettre en échec cette tentative». Après l'attaque de Tigentourine (In Amenas) perpétrée en janvier 2013, les autorités algériennes avaient revu le dispositif sécuritaire déployé autour des sites pétroliers. A cette époque, l'ancien ministre de l'Energie et des Mines avait même animé une conférence de presse pour faire état de cette «nouvelle approche en matière de sécurité» et avait annoncé que «les partenaires portaient souvent sur le terrain pour constater d'eux-mêmes la nature de ces mesures».

A. C.

Le Président Bouteflika préside un Conseil restreint sur la situation dans la région

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a présidé hier à Alger, un Conseil restreint consacré notamment à la situation dans la région.

Prennent part à cette réunion, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, le ministre d'Etat, conseiller spécial auprès du président de la République, Tayeb Belaïz, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et

de la Coopération internationale, Ramtane Lamarma, le ministre de la Justice garde des Sceaux, Tayeb Louh, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb et le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue Arabe, Abdelkader Messahel.

APS

SESSION CRIMINELLE DE BOUIRA

20 ans de réclusion criminelle contre un terroriste repent

La session criminelle de Bouira, ouverte depuis le 13 mars dernier, a eu à traiter hier de l'affaire du terroriste K. Mohamed, un terroriste notoire ayant rejoint le maquis depuis les années 1990, avant de se rendre aux éléments de la Sûreté de daïra de Aïn Bessem le 14 août dernier avec une arme de type kalachnikov et des munitions.

Né en 1978 à Sidi Yahia dans la région de Aïn Bessem, et ayant rejoint le maquis en 1994, ce terroriste a été condamné à quatre reprises dans des affaires dans lesquelles il était cité comme faisant partie des groupes terroristes.

Des groupes terroristes actuant dans un premier temps sous la houlette de la phalange Al Ghoraba, puis après la reddition de cette phalange dans le cadre de la loi portant concorde civile en 1999, il avait rejoint la phalange Al Farouk.

Hier, K. Mohamed qui espérait bénéficier des circonstances atténuantes et surtout de la loi portant réconciliation nationale devait auparavant répondre d'un chef d'inculpation autrement difficile à passer sous silence : il s'agit du kidnapping puis de la disparition du procureur général de Mansourah dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj en 1995. H. O. est natif de la commune d'Aïn Turck, à 10 kilomètres au nord-ouest de Bouira.

Le défunt qui faisait la navette entre Mansourah et Bouira a été intercepté par un groupe terroriste qui l'avait d'abord conduit de force vers sa maison pour récupérer son

arme mais n'ayant rien trouvé, les terroristes l'emmenèrent pour ne plus revenir. Le défunt a été porté disparu depuis et son corps n'a jamais été retrouvé.

Plus tard et d'après les témoignages et autres recoupements, le nom du terroriste K. Mohamed était cité comme faisant partie du groupe, auteur de ce kidnapping. Hier, lors du procès qui a duré plus de 6 heures, le mis en cause

qui était au box des accusés a nié en bloc les faits retenus contre lui concernant sa participation dans cette affaire de kidnapping et de la disparition du procureur général de Mansourah, sans pouvoir donner les preuves de son innocence. Trois autres affaires dans lesquelles il a été condamné par contumace ont été également traitées dans ce procès et à chaque fois, le mis en cause niait sa quel-

conque implication dans ces affaires. Le procureur général a requis la peine capitale. Après délibérations, le mis en cause, K. Mohamed qui a bénéficié de circonstances atténuantes liées à sa reddition avec armes et bagages, a été condamné à 20 ans de réclusion criminelle et une amende de 100 millions de centimes.

H. M.

EN PRÉSENCE DU MINISTRE

Le narcotrafic international en débat à Tlemcen

Inaugurant la rencontre internationale sur «la lutte contre les stupéfiants», le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a procédé lors de son allocution inaugurale à une analyse exhaustive sur le narcotrafic international, phénomène transnational, véritable menace sur la stabilité sociale et politique de tous les Etats : menace qui entrave en premier lieu le développement économique.

Ce sont des chiffres alarmants donnés par le ministre de la Justice. Il avance à ce titre un chiffre d'affaires généré par le narcotrafic, estimé entre 300 et 500 milliards de dollars, selon une étude du bureau de lutte contre la drogue des Nations-Unies ; quant au bénéfice des nar-

cotrafiquants, il est évalué à plus de 200 milliards de dollars.

Ces chiffres avancés ne prennent pas en considération le trafic des psychotropes et des neuroleptiques, mais concernent uniquement le trafic de la cocaïne, l'héroïne et le haschich.

En 2013, sur les 264 millions de jeunes toxicomanes recensés, 27 millions sont originaires d'Afrique et des pays sous-développés, où il n'existe pas d'infrastructures pour une réelle prise en charge, dira le ministre.

L'Afrique reste le continent le plus exposé à ce fléau qui est une véritable cause d'insécurité car la drogue reste la source principale de financement du terrorisme qui menace tous les Etats du Sahel ; à ce sujet, M. Tayeb Louh interpelle toute la communauté internationale pour une prise de conscience effective et l'adoption d'une véritable stratégie.

Cependant, il faut se rendre à l'évidence, ce genre de séminaire reste tout au plus un moyen de sensibilisation qui n'a aucun effet sur les narcotrafiquants sur le terrain. Faut-il rappeler qu'à la veille de cette rencontre internationale, un communiqué transmis à la presse fait part d'une saisie de plus d'un quintal de kif sur la bande frontalière.

La situation est ailleurs : doter par exemple nos gardes-frontières de moyens pour une surveillance aérienne (le plus souvent les convoyeurs de la drogue réussissent à prendre la fuite). Tout le monde sait que le Maroc nous inonde de drogue, mais ce que tout le monde sait aussi et dont personne ne parle, ce sont les complicités qui opèrent à l'intérieur du pays, sans ça, pas un gramme de kif ne traversera Oued Kiss.

M. Zenasni